Nations Unies A/55/764

Assemblée générale

Distr. générale
5 février 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session
Point 135 de l'ordre du jour
Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pendant la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, pour laquelle l'Assemblée générale, par sa résolution 53/18 B du 8 juin 1999, avait ouvert des crédits d'un montant brut de 52 124 911 dollars (montant net : 48 173 311 dollars).

Les dépenses de la période se sont élevées à 49 211 511 dollars en chiffres bruts (montant net : 45 860 511 dollars), compte non tenu de contributions volontaires en nature d'une valeur de 6 498 500 dollars, laissant un solde inutilisé d'un montant brut de 2 913 400 dollars (montant net : 2 312 800 dollars).

Ce solde inutilisé tient principalement à la réduction des ressources nécessaires au titre du personnel civil international, du fait que le personnel engagé spécialement pour la Mission a été plus nombreux que prévu et que le montant des ressources nécessaires pour les opérations aériennes a été inférieur aux prévisions.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINURSO sont énoncées au paragraphe 13 du présent rapport.

01-24065 (F) 200201 220201

Table des matières

		Paragraphes	*Page*
I.	Introduction	1–5	3
II.	Exécution du budget	6–10	3
III.	Exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000	11–12	5
IV.	Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session	13	6
Annexes			
I.	Exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 : tableau récapitulatif		7
II.	Renseignements complémentaires sur les principaux écarts		9
III.	Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel militaire et du personnel civil (période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000)		15
IV.	Montant réparti et dépenses effectives (période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000)		17

I. Introduction

1. Le Conseil de sécurité a créé la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) par sa résolution 690 (1991) du 29 avril 1991. Depuis, il a prorogé le mandat de la Mission par diverses résolutions, dont la plus récente est sa résolution 1324 (2000) du 30 octobre 2000, par laquelle il l'a prorogé jusqu'au 28 février 2001.

2. Le projet de budget de la MINURSO pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, qui figure dans le rapport du Secrétaire général en date du 11 février 1999 (A/53/820) s'élevait en chiffres bruts à 49 023 000 dollars (montant net : 45 071 400 dollars), compte non tenu de contributions volontaires en nature d'une valeur de 5 716 500 dollars. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

3. Le budget prévoyait les ressources nécessaires pour le fonctionnement de la Mission sur la base des effectifs approuvés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1133 (1997) du 20 octobre 1997, à savoir 203 observateurs militaires, 27 militaires (20 agents d'appui médical et 7 plantons) et 81 membres de la police civile, appuyés par 385 civils [280 fonctionnaires internationaux, 95 agents locaux et 10 observateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)].

4. Sur la base de la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport du 6 mai 1999 (A/53/943), l'Assemblée générale, dans sa résolution 53/18 B du 8 juin 1999, a ouvert aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, un crédit d'un montant brut de 52 124 911 dollars (montant net : 48 173 311 dollars), comprenant un montant de 2 593 381 dollars à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant de 508 530 dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

5. Par la suite, conformément à la résolution 1263 (1999) du Conseil de sécurité en date du 13 septembre 1999, par laquelle le Conseil a prorogé le mandat de la Mission afin, entre autres, d'achever l'opération d'identification des électeurs et de poursuivre la procédure de recours, le Contrôleur, dans une lettre datée du 1er octobre 1999, a demandé au Comité consultatif d'autoriser le Secrétaire général à engager, au titre de la Mission, des crédits d'un montant maximum de 3 662 600 dollars en chiffres bruts (montant net : 3 579 100 dollars) pour couvrir les dépenses supplémentaires résultant de la poursuite simultanée de la procédure de recours et de l'opération d'identification des électeurs. Pour faire face à la charge de travail supplémentaire prévue, il demandait notamment des ressources supplémentaires pour 48 postes de fonctionnaire international et 18 postes d'agent local, le tableau d'effectifs révisé de la MINURSO comprenant ainsi 328 fonctionnaires internationaux et 113 agents locaux. Le Comité consultatif a approuvé la demande du Contrôleur dans une lettre de son président datée du 6 octobre 1999.

II. Exécution du budget

6. On trouvera des informations relatives aux opérations de la MINURSO et à la situation sur le terrain au cours de la période considérée dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date des 12 août 1999 (S/1998/875), 8 septembre 1999 (S/1999/954), 28 octobre 1999 (S/1999/1098), 6 décembre 1999

(S/1999/1219), 17 février 2000 (S/2000/131), 22 mai 2000 (S/2000/461) et 12 juillet 2000 (S/2000/683).

7. En application de la résolution 1263 (1999) du Conseil de sécurité, la Mission a déployé du personnel supplémentaire pour renforcer la Commission d'identification, remis en état les centres utilisés pour les opérations d'identification et de recours et acheté du matériel de bureau et du matériel informatique supplémentaires, sur la base de l'engagement approuvé par le Comité consultatif. Ces ressources supplémentaires ont permis à la MINURSO d'achever, au 30 décembre 1999, l'identification des requérants appartenant à certains groupements tribaux, de lancer le 17 janvier 2000 la deuxième phase de la procédure de recours et de poursuivre les travaux de traitement de l'information et les travaux techniques connexes nécessaires en ce qui concerne les recours reçus à la suite de la publication, le 15 juillet 1999, de la première partie de la liste provisoire des électeurs et durant la deuxième phase de la procédure de recours.

8. Si les dépenses supplémentaires résultant de la poursuite simultanée des opérations d'identification et de recours se sont traduites par des dépassements aux rubriques Locaux/hébergement, Transports, Matériel divers et Fournitures et services, ainsi que par une augmentation marginale (0,4 %) du montant total des dépenses opérationnelles de la MINURSO par rapport au budget approuvé pour son fonctionnement (pour plus de détails, voir les annexes I et II du présent rapport), elles n'ont pas été supérieures au montant dont le Comité consultatif avait autorisé l'engagement pour les activités considérées.

9. Par la suite, vu l'interprétation différente donnée par les parties aux principales dispositions du Plan de règlement, en particulier en ce qui concerne la procédure de recours, la Mission n'a pas pu poursuivre les étapes de cette procédure concernant notamment l'admissibilité et les auditions. Compte tenu de la baisse des dépenses opérationnelles qui en est résultée et de la diminution des dépenses effectives au titre des traitements du personnel civil international et des dépenses communes de personnel (pour plus de détails, voir par. 6 de l'annexe II du présent rapport), la totalité du montant des dépenses dont le Comité consultatif avait autorisé l'engagement a pu être couverte au moyen des crédits approuvés par l'Assemblée générale pour les opérations de la Mission pendant la période considérée.

10. En outre, au cours de cette période, la Mission a reçu des contributions volontaires en nature des gouvernements hôtes et du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y del Río de Oro (Frente POLISARIO), d'une valeur estimée à 6 498 500 dollars, soit 782 000 dollars de plus que le montant prévu (5 716 500 dollars), ce qui a entraîné une réduction des ressources nécessaires au titre de son budget approuvé (aux rubriques Location de locaux et Rations). Ces contributions en nature correspondaient aux chambres d'hôtel et repas financés par le gouvernement hôte pour les membres supplémentaires de la Commission d'identification et leur personnel d'appui au cours de leur séjour au quartier général de la Mission.

III. Exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

11. Comme on le voit dans le tableau 1 ci-après, par rapport au montant brut des crédits ouverts pour le fonctionnement de la Mission au cours de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, soit 52 124 911 dollars (montant net : 48 173 311 dollars), le montant brut des dépenses engagées s'est élevé à 49 211 511 dollars (montant net : 45 860 511 dollars), y compris 3 702 100 dollars d'engagements non réglés. Il en résulte un solde inutilisé d'un montant brut de 2 913 400 dollars (montant net : 2 312 800 dollars) soit, en chiffres bruts, 6 % du montant des crédits ouverts. Au cours de la période considérée, la MINURSO a également reçu des contributions volontaires en nature d'une valeur de 6 498 500 dollars (voir par. 10 ci-dessus). On trouvera à l'annexe I du présent rapport les renseignements relatifs à l'exécution du budget pour la période considérée, par rubrique budgétaire, et à l'annexe II des indications supplémentaires sur les écarts importants. L'annexe IV donne une comparaison des montants répartis et des dépenses par grande catégorie de dépenses.

Tableau 1
Montants répartis et dépenses effectives
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	*Montants répartis*[a]	*Dépenses effectives*[b]	*Écart*
Personnel militaire	7 617,8	7 031,3	586,5
Personnel civil	25 892,4	24 119,7	1 772,7
Dépenses opérationnelles	11 561,2	11 607,6	(46,4)
Autres programmes	–	–	–
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	508,5	508,5	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	2 593,4	2 593,4	–
Contributions du personnel	3 951,6	3 351,0	600,6
Total brut	**52 124,9**	**49 211,5**	**2 913,4**
Recettes provenant des contributions du personnel	(3 951,6)	(3 351,0)	(600,6)
Total net	**48 173,3**	**45 860,5**	**2 312,8**
Contributions volontaires en nature budgétisées	5 716,5	6 498,5	(782,0)
Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–
Total des ressources	**57 841,4**	**55 710,0**	**n.d.**

[a] Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/18 B.
[b] Dont un montant de 3 702 100 dollars correspondant à des engagements non réglés.

12. On trouvera dans le tableau 2 et, de façon plus détaillée, dans l'annexe III, des informations sur le déploiement du personnel militaire et du personnel civil au cours de la période considérée.

Tableau 2
Personnel militaire et personnel civil : effectifs autorisés, postes pourvus et pourcentage de postes vacants pendant la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

Catégorie de personnel	*Effectifs autorisés*	*Effectifs déployés (moyenne)*[d]	*Pourcentage de postes vacants*
Observateurs militaires	203	198	3
Contingents[a]	27	27	–
Police civile	81	77	5
Personnel international			
1er juillet-31 août 1999[b]	280	243	13
1er septembre 1999-30 juin 2000[c]	328	283	14
Personnel local			
1er juillet-31 août 1999[b]	95	103	(8)
1er septembre 1999-30 juin 2000[c]	113	109	4
Observateurs de l'OUA	10	9	13

[a] Y compris sept plantons.
[b] Sur la base de la résolution 53/18 B de l'Assemblée générale.
[c] Sur la base des engagements autorisés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
[d] Chiffres arrondis.

IV. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session

13. **En ce qui concerne le financement de la MINURSO, l'Assemblée générale devra décider de l'affectation du solde inutilisé d'un montant brut de 2 913 400 dollars (montant net : 2 312 800 dollars) pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.**

Annexe I

Exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Catégories de dépenses	*(1)* *Montants répartis*[a]	*(2)* *Dépenses non renouvelables*	*(3)* *Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)*	*(4) = (1 - 3)* *Écart*
I.	**Personnel militaire**				
	1. Observateurs militaires	5 209,0	–	5 014,6	194,4
	2. Contingents	2 113,6	–	1 746,3	367,3
	3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
	a) Matériel appartenant aux contingents	170,8	–	156,4	14,4
	b) Soutien logistique autonome	–	–	–	–
	c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	124,4	–	114,0	10,4
	Total partiel, rubrique 3	**295,2**	**–**	**270,4**	**24,8**
	Total, catégorie I	**7 617,8**	**–**	**7 031,3**	**586,5**
II.	**Personnel civil**				
	1. Police civile	1 899,0	–	1 823,9	75,1
	2. Personnel international et personnel local	23 770,8	–	22 123,8	1 647,0
	3. Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
	4. Personnel fourni par des gouvernements	222,6	–	172,0	50,6
	5. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
	Total, catégorie II	**25 892,4**	**–**	**24 119,7**	**1 772,7**
III.	**Dépenses opérationnelles**				
	1. Locaux/hébergement	619,2	–	800,1	(180,9)
	2. Remise en état des infrastructures	–	–	–	–
	3. Transports	1 756,7	643,1	1 891,6	(134,9)
	4. Opérations aériennes	6 959,3	253,2	5 703,8	1 255,5
	5. Opérations navales	–	–	–	–
	6. Transmissions	857,7	384,6	849,8	7,9
	7. Matériel divers	802,0	1 147,0	1 151,4	(349,4)
	8. Fournitures et services	524,3	–	1 170,6	(646,3)
	9. Fret aérien et de surface				
	a) Transport du matériel appartenant aux contingents	–	–	–	–
	b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	42,0	–	40,3	1,7
	Total partiel, rubrique 9	**42,0**	**–**	**40,3**	**1,7**
	Total, catégorie III	**11 561,2**	**2 427,9**	**11 607,6**	**(46,4)**

	Catégories de dépenses	*(1)* *Montants répartis*[a]	*(2)* *Dépenses non renouvelables*	*(3)* *Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)*	*(4) = (1 - 3)* *Écart*
IV.	**Autres programmes**				
	1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
	2. Programmes d'information	–	–	–	–
	3. Programmes de formation	–	–	–	–
	4. Programmes de déminage	–	–	–	–
	5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
	Total, catégorie IV	**–**	**–**	**–**	**–**
V.	**Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)**	508,5	–	508,5	–
VI.	**Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix**	2 593,4	–	2 593,4	–
VII.	**Contributions du personnel**	3 951,6	–	3 351,0	600,6
	Total brut, catégories I à VII	**52 124,9**	**2 427,9**	**49 211,5**	**2 913,4**
VIII.	**Recettes provenant des contributions du personnel**	(3 951,6)	–	(3 351,0)	(600,6)
	Total net, catégories I à VIII	**48 173,3**	**2 427,9**	**45 860,5**	**2 312,8**
IX.	**Contributions volontaires en nature budgétisées**	5 716,5	–	6 498,5	(782,0)
X.	**Contributions volontaires en nature non budgétisées**	–	–	–	–
	Total des ressources	**57 841,4**	**2 427,9**	**55 710,0**	**n.d.**

[a] Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/18 B.

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les principaux écarts

Personnel militaire

Montant réparti : 7 617 800 dollars; dépenses : 7 031 300 dollars; écart : 586 500 dollars

1. Le solde inutilisé de 586 500 dollars à cette rubrique résulte principalement de la diminution des dépenses aux rubriques Observateurs militaires (194 400 dollars) et Contingents (367 300 dollars).

Observateurs militaires

Montant réparti : 5 209 000 dollars; dépenses : 5 014 600 dollars; écart : 194 400 dollars

2. Le budget approuvé avait été établi sur la base de l'hypothèse que tous les observateurs militaires seraient déployés mais, en réalité, le taux moyen de vacances de poste au cours de la période considérée a été de 3 %, ce qui a permis de réaliser des économies aux rubriques Indemnité de subsistance (94 400 dollars) et Indemnité d'habillement et d'équipement (2 400 dollars). Le solde inutilisé à la rubrique Frais de voyage (97 600 dollars) s'explique par le fait que le coût moyen d'un billet d'avion aller simple a été moins élevé que prévu et que moins de voyages ont été effectués, suite aux retards intervenus dans la relève des observateurs.

Contingents

Montant réparti : 2 113 600 dollars; dépenses : 1 746 300 dollars; écart : 367 300 dollars

3. Le solde inutilisé à cette rubrique (367 300 dollars en chiffres nets) s'explique principalement par la baisse des dépenses au titre des rations. Le budget approuvé prévoyait l'achat de rations pour le personnel civil affecté aux centres d'identification et de recours, mais la plupart de ces centres ont été fermés au début de 2000 et le sont restés jusqu'à la fin de la période considérée. En conséquence, le personnel de la Commission d'identification et son personnel d'appui a été transféré au quartier général de la Mission où le coût des repas a été couvert par le gouvernement hôte à titre de contribution volontaire en nature. L'économie réalisée de ce fait (519 400 dollars) a été en partie contrebalancée par des dépenses supplémentaires marginales à la rubrique Remboursements aux gouvernements aux taux standard, à la suite du déploiement de nouveau personnel militaire avant la relève du contingent précédent, de même que par des dépenses supplémentaires imprévues au titre du rapatriement des contingents (180 100 dollars), résultant du fait que les ressources prévues à cette fin au cours de l'exercice précédent ont été annulées par erreur.

Personnel civil

Montant réparti : 25 892 400 dollars; dépenses : 24 119 700 dollars; écart : 1 772 700 dollars

4. Le solde inutilisé à cette rubrique, soit 1 772 700 dollars, résulte des économies réalisées aux rubriques Police civile (75 100 dollars), Personnel international et personnel local (1 647 000 dollars) et Personnel fourni par des gouvernements (50 600 dollars).

Police civile

Montant réparti : 1 899 000 dollars; dépenses : 1 823 900 dollars; écart : 75 100 dollars

5. Le solde inutilisé de 75 100 dollars à cette rubrique résulte principalement de la baisse des dépenses au titre des frais de voyage parce que les voyages effectués durant la période considérée ont été moins nombreux que prévus (73 au lieu de 162) (165 000 dollars), et de la baisse des dépenses à la rubrique Indemnité d'habillement et d'équipement du fait que cette indemnité a été versée à 65 personnes au lieu de 73 (1 600 dollars). Ces économies ont été en partie contrebalancées par des dépenses supplémentaires au titre de l'indemnité de subsistance (missions) du fait que le pourcentage effectif de postes vacants a été moins élevé que prévu (5 % au lieu de 10 %) (91 500 dollars).

Personnel international et personnel local

Montant réparti : 23 770 800 dollars; dépenses : 22 123 800 dollars : écart : 1 647 700 dollars

6. Le solde inutilisé de 1 647 000 dollars à cette rubrique est imputable principalement aux économies réalisées au titre des traitements du personnel international (1 890 200 dollars) et des dépenses communes de personnel (554 800 dollars). Si le nombre effectif de fonctionnaires internationaux dont le déploiement a été approuvé pour conduire simultanément les opérations d'identification et de recours a été supérieur aux prévisions (3 316 mois de travail contre 2 856), le fait que le pourcentage de ce personnel recruté spécialement pour la Mission, à des postes de classe moins élevée, a été supérieur aux prévisions (87 % contre 65 % dans le cas des administrateurs et des agents du Service mobile), a entraîné une réduction des dépenses au titre du personnel international. Compte tenu de l'expérience acquise en ce qui concerne le personnel recruté spécialement pour la Mission, il a été tenu compte, dans le budget approuvé de la MINURSO pour 2000-2001 et dans son projet de budget pour 2001-2002, des ajustements à opérer au titre des traitements du personnel civil international et des dépenses communes de personnel. Un solde inutilisé a également été constaté à la rubrique Traitements du personnel local (39 900 dollars), du fait que la classe moyenne des postes des agents locaux a été moins élevée que prévu. Cette structure par classe a été prise en compte dans le projet de budget pour 2001-2002 à la rubrique Traitements du personnel local. Les ressources inscrites au budget pour les services d'un juriste indépendant n'ayant pas été utilisées, des économies ont été réalisées à la rubrique Consultants (56 700 dollars).

7. Les soldes inutilisés aux rubriques Traitements du personnel international, Consultants et Dépenses communes de personnel ont été en partie contrebalancés

par des dépenses supplémentaires au titre de l'indemnité de subsistance (missions) (698 500 dollars), du fait de l'augmentation des effectifs qu'il a fallu déployer pour conduire simultanément les opérations d'identification et la procédure de recours. En raison des consultations politiques intensives qui ont été menées avec les parties concernées au cours de la période considérée par le Représentant spécial et l'Envoyé spécial du Secrétaire général, ainsi que des responsables de la MINURSO et des membres du Secrétariat de l'ONU, et compte tenu de l'augmentation des ressources nécessaires pour les voyages effectués à l'intérieur de la zone de la Mission en vue de la conduite simultanée du processus d'identification et de la procédure de recours, les ressources prévues dans le budget de la Mission à la rubrique Autres frais de voyage n'ont pas été suffisantes et le dépassement s'est élevé à 196 100 dollars. En outre, des dépenses imprévues supplémentaires ont dû être engagées à cette rubrique au titre de frais de voyage liés à des programmes de formation spécialisée de membres du personnel de la MINURSO dans différents domaines (achats, informatique et réparation et entretien des véhicules).

Personnel fourni par des gouvernements

Montant réparti : 222 600 dollars; dépenses : 172 000 dollars :
écart : 50 600 dollars

8. Le solde inutilisé de 50 600 dollars à cette rubrique (28 200 dollars au titre de l'indemnité de subsistance et 22 400 dollars au titre des frais de voyage) s'explique par le fait que le taux moyen de vacances de poste des observateurs de l'OUA s'est établi à 13 % et que les observateurs n'ont pas été relevés au cours de la période considérée.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 11 561 200 dollars; dépenses : 11 607 600 dollars;
écart : (46 400 dollars)

9. Le dépassement net de 46 400 dollars à cette rubrique résulte de l'augmentation des dépenses aux rubriques Locaux/hébergement (180 900 dollars), Transports (134 900 dollars), Matériel divers (349 400 dollars) et Fournitures et services (646 300 dollars), qui ont été en partie contrebalancées par une réduction aux rubriques Opérations aériennes (1 255 500 dollars), Transmissions (7 900 dollars) et Fret aérien de surface (1 700 dollars).

Locaux/hébergement

Montant réparti : 619 200 dollars; dépenses : 800 100 dollars;
écart : (180 900 dollars)

10. Le dépassement net à cette rubrique (180 900 dollars) s'explique par la nécessité de remettre en état les installations des centres d'identification et de recours et d'exécuter des travaux de construction mineurs en vue de la conduite simultanée de ces opérations. Bien que supérieures aux prévisions figurant dans le budget approuvé de la Mission, les dépenses supplémentaires qui ont dû être engagées aux rubriques Aménagement et rénovation des locaux (75 000 dollars), Fournitures (154 700 dollars) et Services d'entretien (53 700 dollars) sont restées en deçà du montant approuvé par le Comité consultatif. Des dépenses imprévues d'un montant de 12 900

dollars ont également été engagées pour acheter des modules d'hébergement préfabriqués. Ces dépenses supplémentaires ont été en partie compensées par des économies à la rubrique Location de locaux (84 200 dollars), résultant principalement du fait que les centres d'identification en Mauritanie ont été fermés et que le personnel de ces centres et d'autres centres a été transféré au quartier général de la Mission, où les dépenses correspondantes ont été couvertes par des contributions volontaires en nature, et à la rubrique Services collectifs de distribution(31 200 dollars), en raison de la baisse de la consommation de carburant pour groupes électrogènes et de gaz butane.

Transports

Montant réparti :1 756 700 dollars; dépenses : 1 891 600 dollars; écart : (134 900 dollars)

11. Le dépassement net de 134 900 dollars à cette rubrique s'explique principalement par l'augmentation des dépenses aux rubriques Location de véhicules (80 500 dollars), Pièces de rechange, réparations et entretien (152 500 dollars) et Carburants et lubrifiants (193 200 dollars), qui a été en partie compensée par les économies réalisées au titre de l'achat de véhicules (287 300 dollars) et de matériel d'atelier (4 800 dollars).

12. Au cours de la période considérée, la Mission a poursuivi son programme rigoureux de patrouilles quotidiennes, mais a aussi utilisé ses véhicules pour appuyer les activités opérationnelles redoublées du fait que les opérations d'identification et de recours ont été menées simultanément. En conséquence, 50 véhicules légers polyvalents, dont 30 véhicules de remplacement, ont été ajoutés à son parc automobile, et un autocar moyen a été transféré de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA); en outre, 8 véhicules utilitaires légers ont été achetés, de même que 2 berlines lourdes, 5 autocars légers et 15 fourgonnettes légères. Ces véhicules, utilisés dans les conditions très dures du désert, se détériorent rapidement et tombent souvent en panne, ce qui entraîne une consommation accrue de pièces de rechange et des coûts d'entretien plus élevés, et leurs pneus doivent être remplacés fréquemment. Compte tenu de l'utilisation accrue des véhicules, les dépenses supplémentaires au titre des carburants et lubrifiants ont également augmenté. Dans le même temps, grâce aux transferts opérés de la MONUA, les achats de véhicules nouveaux ont été réduits, d'où des économies à la rubrique correspondante.

Opérations aériennes

Montant réparti : 6 959 300 dollars; dépenses : 5 703 800 dollars; écart : 1 255 500 dollars

13. Les ressources inscrites au budget approuvé de la MINURSO pour ses trois hélicoptères de manoeuvre moyens MI-8 avaient été calculées sur la base des contrats en vigueur à l'époque de l'établissement du budget. Au cours de la période considérée, toutefois, le contrat pour l'affrètement d'hélicoptères a été attribué à d'autres compagnies, ce qui s'est traduit par une baisse des coûts de l'heure de vol (867 dollars pour un hélicoptère et 1 483 dollars pour les deux autres, contre 1 500 dollars prévus au budget). Si la Mission a dû engager des dépenses supplémentaires pour le déploiement et le retrait (223 200 dollars) et les frais de peinture et de préparation des hélicoptères (30 000 dollars), la baisse du coût des blocs d'heures de vol, la baisse du nombre d'heures de vol effectives (2 849 contre 3 060 prévues au bud-

get) et la baisse du coût du carburant (0,43 dollar le litre au lieu 0,57 dollar le litre comme prévu dans les calculs) a permis d'effectuer des économies au titre des frais d'affrètement (663 800 dollars) et du carburant (492 800 dollars), et à la rubrique Hélicoptères de mission générale (901 100 dollars).

14. En ce qui concerne les avions, la Mission a déployé un avion cargo/passager AN-26 moyen supplémentaire pour faciliter la conduite simultanée des opérations d'identification et de recours. Des économies d'un montant total de 368 200 dollars ont cependant été réalisées à cette rubrique pour les quatre appareils AN-26 de la Mission du fait du recours, avant le début de la période considérée, à une autre compagnie pratiquant des tarifs horaires moins élevés que ceux prévus au budget (332 dollars contre 480) et de la réduction du nombre d'heures de vol (2 745 contre 3 600).

15. L'augmentation nette de 15 400 dollars enregistrée à la rubrique Autres dépenses s'explique par le fait qu'il a fallu payer des droits de navigation qui n'avaient pas été prévus au budget, d'où des dépenses supplémentaires d'un montant de 47 800 dollars à la rubrique Services de contrôle aérien, qui ont été en partie compensées par le solde inutilisé à la rubrique Droits d'atterrissage et manutention au sol (32 400 dollars) résultant de la réduction du nombre de vols de ravitaillement.

Matériel divers

Montant réparti : 802 000 dollars; dépenses : 1 151 400 dollars; écart : (349 400)

16. Le Comité consultatif ayant autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses supplémentaires pour permettre à la Mission de conduire simultanément les opérations d'identification et de recours, celle-ci a remplacé du mobilier de bureau et du matériel d'hébergement vétustes, acheté des télécopieurs, des photocopieuses, des climatiseurs et du matériel informatique (60 ordinateurs de bureau, avec imprimantes et blocs d'alimentation) supplémentaires et procédé à l'extension et à la modernisation de son réseau local. Les dépenses supplémentaires au titre du mobilier (49 200 dollars) et du matériel (59 500 dollars) de bureau, du matériel d'hébergement (4 400 dollars), du matériel divers (65 100 dollars) et du matériel informatique (263 500 dollars) ont été en partie compensées par les économies réalisées au titre des pièces de rechange, des réparations et de l'entretien (92 300 dollars), du fait de l'utilisation des stocks et fournitures disponibles au cours de la période considérée.

Fournitures et services

Montant réparti : 524 300 dollars; dépenses : 1 170 600 dollars;
écart : (646 300 dollars)

17. Le montant net du dépassement à cette rubrique (646 300 dollars) résulte de l'augmentation des dépenses au titre des services divers (481 200 dollars) et des fournitures diverses (165 100 dollars).

18. L'augmentation des dépenses au titre des services divers (481 200 dollars) s'explique principalement par l'augmentation des frais bancaires (187 200 dollars), les pertes au change (154 500 dollars), le recrutement de travailleurs occasionnels (pour les services de jardinage, de nettoyage et de courrier) et d'hommes à tout faire dans les centres d'identification et de recours au cours des périodes de pointe liées à la conduite simultanée des opérations d'identification et de recours, ainsi que par les

dépenses imprévues au titre des services contractuels (69 200 dollars) pour la rénovation des pistes d'atterrissage dans le désert (location d'une niveleuse lourde) et des services consultatifs (recrutement d'un spécialiste du droit fiscal, en vue d'obtenir le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée imposée à la Mission par le gouvernement hôte).

19. À la rubrique Fournitures diverses, les dépenses supplémentaires engagées aux rubriques Papeterie et fournitures de bureau (95 500 dollars), Fournitures sanitaires et articles de nettoyage (53 100 dollars) et Intendance et magasins (13 600 dollars) ont été supérieures au crédit inscrit au budget à chacune de ces rubriques en raison des ressources nécessaires aux centres qui ont été ouverts pour mener simultanément les opérations d'identification et de recours. Des dépenses supplémentaires ont également été engagées aux rubriques Accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants (3 000 dollars) et Cartes opérationnelles (2 300 dollars). Ces dépenses supplémentaires ont été compensées par une réduction des dépenses au titre des fournitures médicales (1 200 dollars) et des abonnements, l'abonnement à un journal ayant été annulé (1 200 dollars).

Contributions du personnel

Montant réparti : 3 951 600 dollars; dépenses : 3 351 000 dollars; écart : 600 600 dollars

20. Le solde inutilisé de 600 600 dollars est dû au fait que les dépenses au titre des traitements du personnel international et du personnel local ont été moins élevées que prévu parce qu'un plus grand nombre de personnes ont été recrutées spécialement pour la Mission, à des postes de classe moins élevée que prévu.

Recettes provenant des contributions du personnel

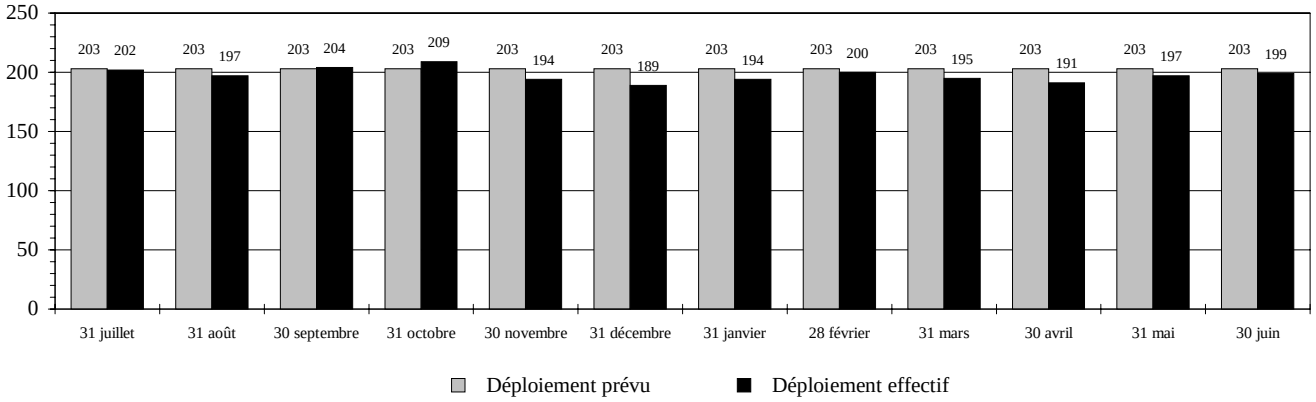
Montant réparti : (3 951 600 dollars); dépenses : 3 351 000; écart : (600 600 dollars)

21. Ces montants sont la contrepartie de ceux relatifs aux contributions du personnel (voir par. 20 ci-dessus).

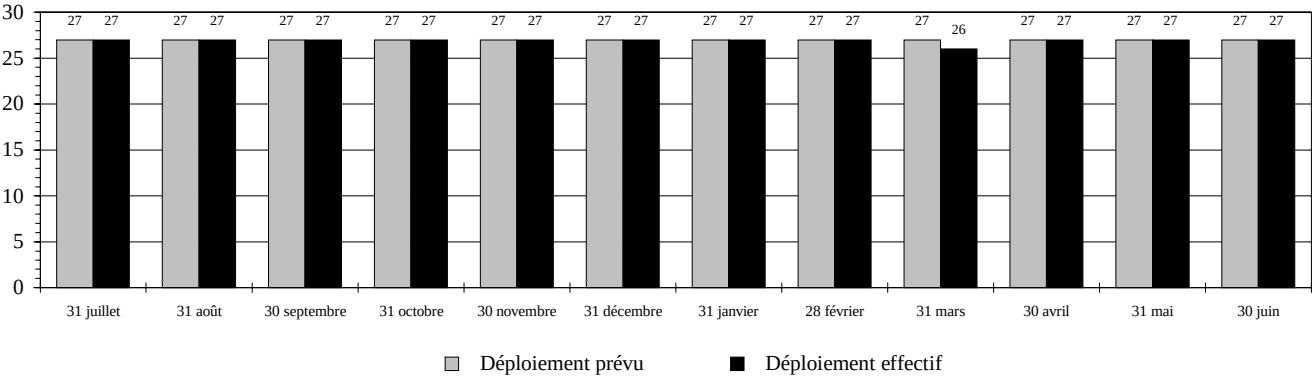
Annexe III

Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel militaire et du personnel civil (période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000)

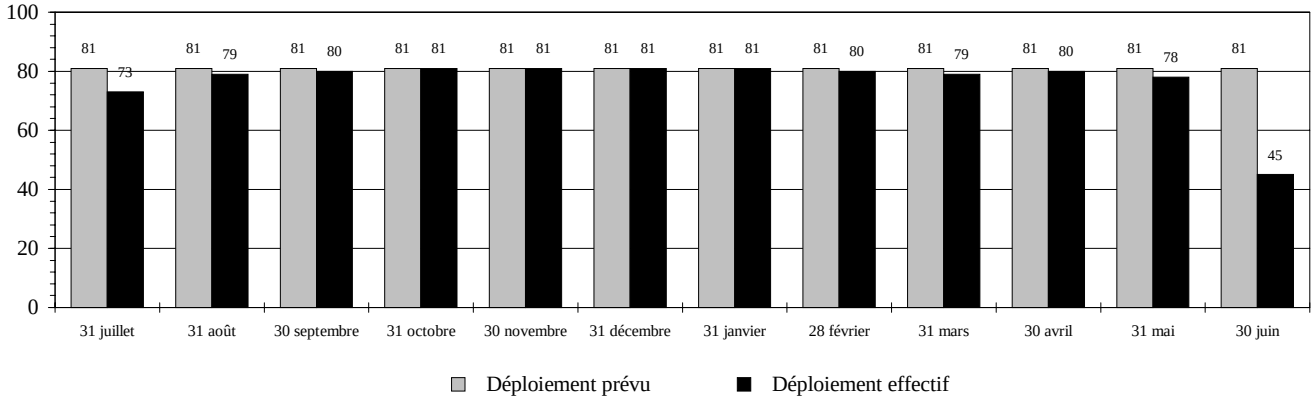
1. Observateurs militaires



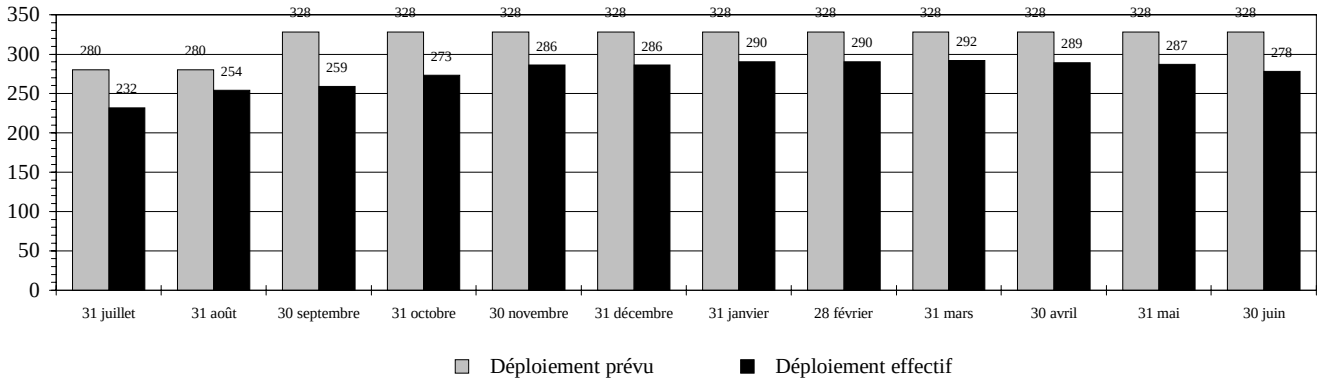
2. Contingents



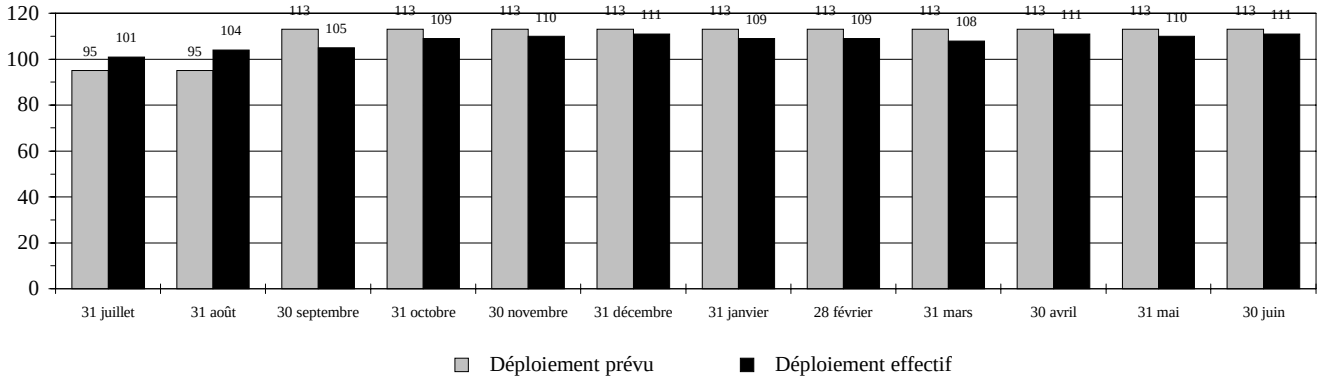
3. Police civile



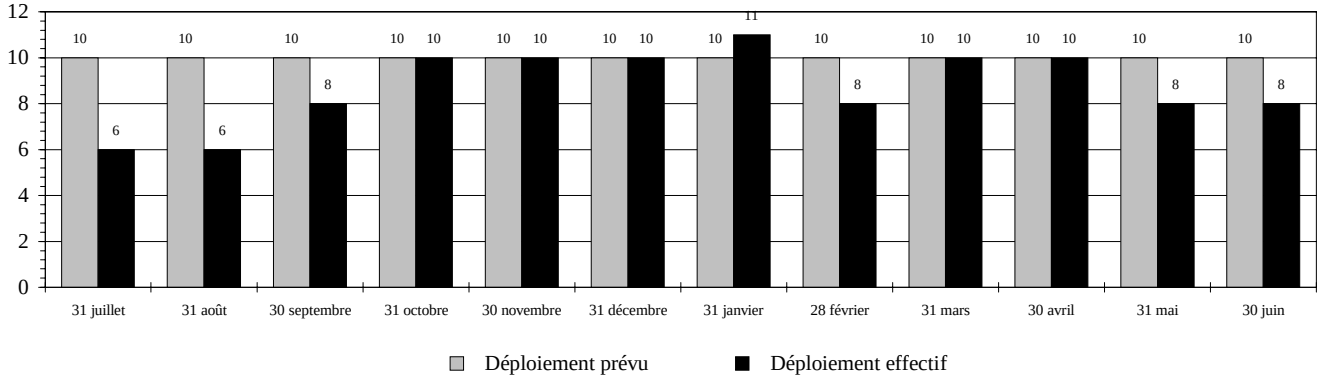
4. Personnel international

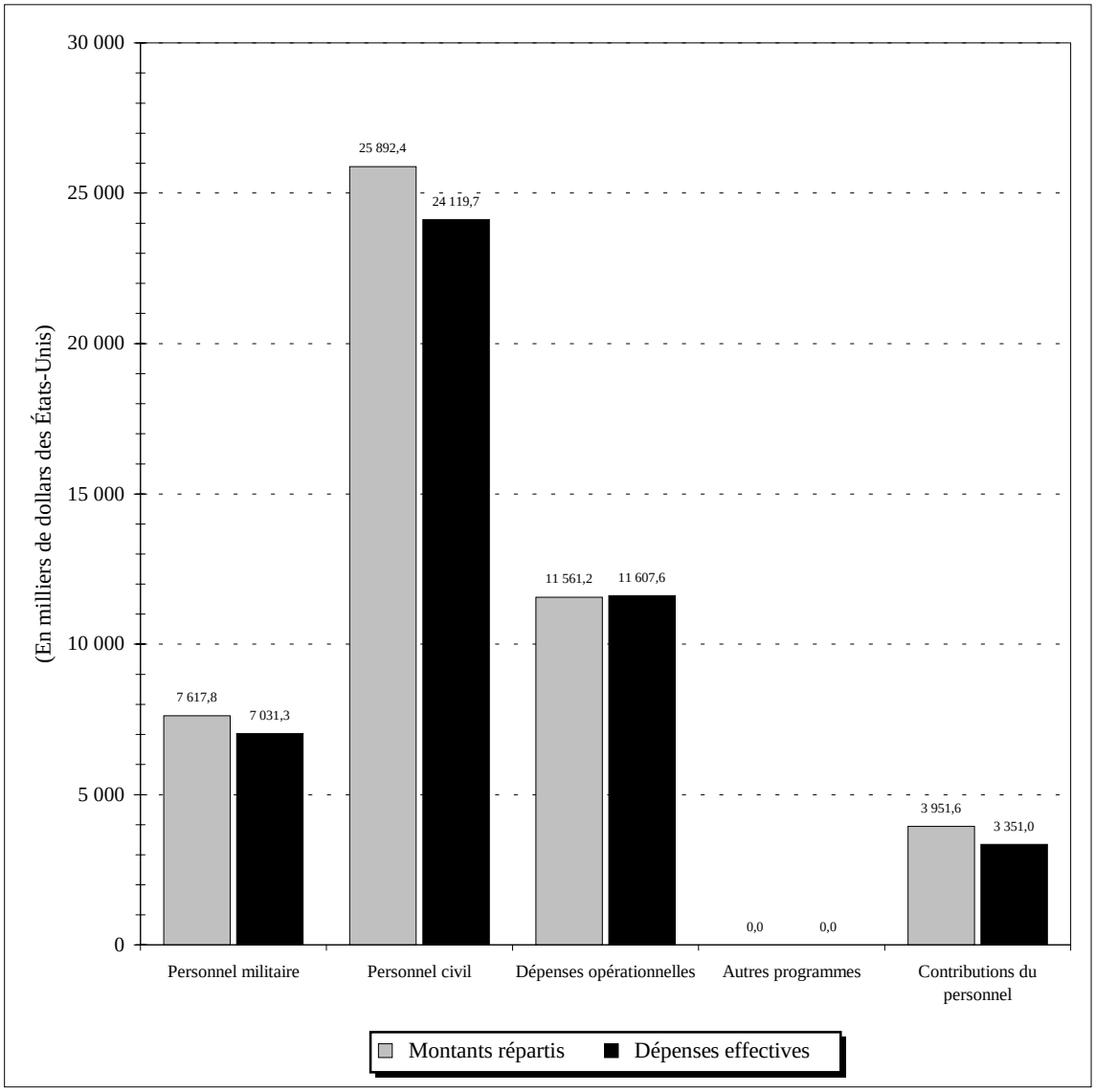


5. Personnel local



6. Observateurs de l'OUA



Annexe IV

Montant réparti et dépenses effectives (période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000)